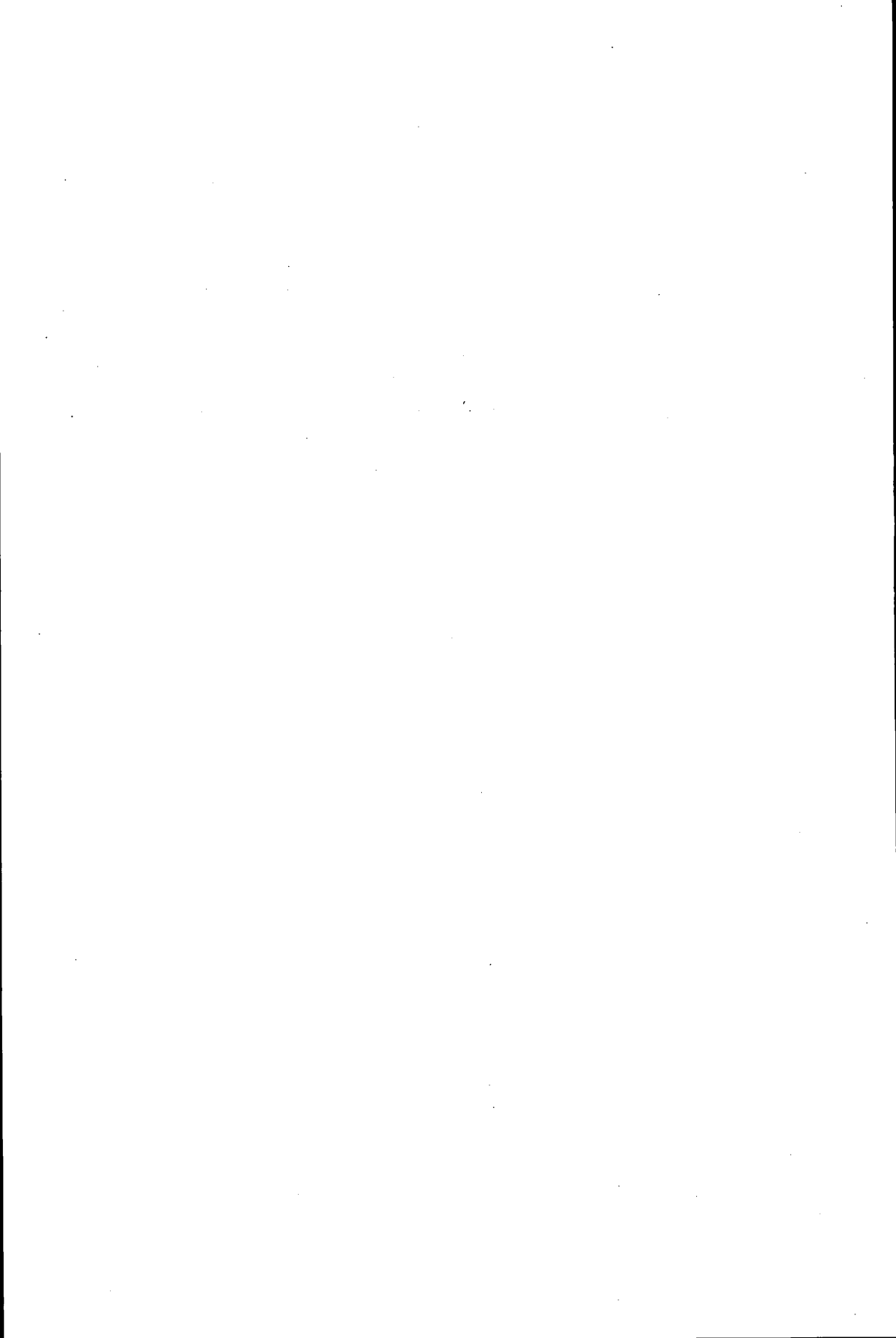


Mémoires



Appel aux lecteurs

L'expérience hongroise à l'étranger est encore mal connue. Le XX^e siècle a connu nombre de migrations en provenance du sol hongrois, sous des formes diverses : migration "ethnique" comme celle des "Juifs hongrois" dans les années trente à la suite des lois antisémites du régime Horthy, "vagues" migratoires généralement assimilées à une cause "purement" politique (1945, 1947-48, 1956), départs individuels ne relevant pas – apparemment – d'une logique de crise politique et dont les raisons sont complexes à reconstituer...

Les Cahiers d'Études Hongroises ont décidé de se pencher sur ces fragments hongrois à l'étranger pour tenter de mieux connaître, de mieux appréhender la diversité de la vie des Hongrois – naturalisés ou non – à l'étranger et particulièrement en France. Pour ce faire, en raison de la relative carence de documents historiques ou littéraires, nous mettons en place une nouvelle rubrique fondée sur des témoignages écrits. C'est pourquoi nous en appelons aux Hongrois désireux de faire publier dans nos colonnes un texte, qu'il soit déjà écrit ou qu'il le soit pour l'occasion. L'objectif est de faire partager, sous la forme d'un texte rédigé à la première personne ou d'un entretien avec un membre de notre rédaction, un épisode de votre vie relatif à votre vie en-dehors des frontières hongroises, en France ou dans un autre pays.

La publication de ces témoignages répond à des règles simples. Il faut que le texte soit précis et traite soit d'un aspect particulier de votre vie à l'étranger – économique, social, politique, artistique... – en relation directe avec la société du pays d'accueil, soit d'une période donnée (comme le montre le premier texte publié, évoquant les activités résistantes d'un Hongrois pendant la seconde guerre mondiale). A priori, un seul texte sera imprimé par numéro des Cahiers. Il sera choisi par le responsable de la rubrique en accord avec le rédacteur en chef. Il est impératif que vos écrits parviennent à la rédaction au plus tard début septembre.

Par ailleurs, si vous êtes en possession d'archives personnelles ou de documents pouvant aider à la compréhension de certains pans de l'histoire politique, sociale, économique ou juridique des Hongrois en France, ces documents sont précieux pour les chercheurs, et les Cahiers d'Études Hongroises se proposent d'en publier un ou plusieurs dans chaque numéro suivant les propositions que vous nous ferez. Enfin, si vous ne souhaitez pas, pour une raison ou pour une autre, conserver des documents vous appartenant ou que vous avez hérités, et si vous souhaitez les déposer pour qu'ils puissent ultérieurement servir la recherche sur l'expérience hongroise à l'étranger, vous pouvez vous adresser à la rédaction. En effet, dans le cadre d'une collaboration entre le Centre Interuniversitaire d'Études Hongroises (CIEH) et la Bibliothèque de

Appel aux lecteurs

Documentation Internationale Contemporaine (BDIC), il est désormais possible de déposer officiellement, de stocker, de classer et de mettre à disposition des chercheurs – en accord avec les donateurs – un certain nombre de fonds privés d'archives hongrois.

D'avance, nous vous remercions.

Stéphane DUFOIX

Écrire ou faire parler. Les modes d'énonciation de l'expérience individuelle hongroise en France

« Je me limiterai à dire ce que j'ai vécu, aussi honnêtement, c'est-à-dire aussi subjectivement que possible, et sans prétendre le moins du monde à une quelconque objectivité. »

Lion Feuchtwanger, *Le diable en France*,
Paris, Belfond, 1996 (1^{re} édition allemande 1982), p. 10

Cet article, volontairement bref, n'a pour but ni de présenter une analyse poussée des questions soulevées par l'autobiographie ou l'entretien, ni de donner un état des lieux exhaustif de la production littéraire existante sur l'expérience hongroise à l'étranger. Dans la perspective de la création d'une nouvelle rubrique des *Cahiers*, il vise uniquement à repérer rapidement quelques-uns des problèmes posés par les techniques d'énonciation de l'expérience individuelle de façon générale, ainsi qu'à donner un aperçu, dans la problématique très particulière de l'émigration et de l'exil, des difficultés rencontrées par le chercheur pour définir le statut exact de certains ouvrages à teneur autobiographique sur les Hongrois à l'étranger, et à fournir quelques pistes de recherche pour l'analyse des conditions sociales de production d'une autobiographie en situation d'émigration.

La description ou le récit de l'expérience personnelle par celui qui l'a vécue relève, quelle que soit la modalité choisie par l'auteur pour exprimer sa proximité avec les faits et les personnages de la narration, de ce que Philippe Lejeune appelle le "pacte autobiographique".¹ Pourtant, ce dernier ne fait pas entrer dans les limites de son cadre les ouvrages où tout ou partie de l'itinéraire d'un individu est raconté sous la forme de questions et de réponses, transcription des paroles échangées entre celui qui demande des informations et celui qui répond à sa demande lors d'une rencontre particulière dont cet échange est le seul but. Le témoignage, qui est au principe des récits de vie, est alors le récit de l'expérience personnelle devant la demande de l'historien ou du sociologue.² Plutôt que

¹ Cf. P. Lejeune, *Le pacte autobiographique*, Paris, Éditions du Seuil, coll. Points-Essais, 1975, ainsi que, du même auteur, *Je est un autre, l'autobiographie de la littérature aux médias*, Paris, Le Seuil, 1980.

² Voir ce qu'en dit Michael Pollak sur le problème particulier de l'expérience concentrationnaire in M. Pollak et N. Heinig, « Le témoignage », *Actes de la recherche en sciences sociales*. 62-63, 1986, 3-29,

d'opposer ainsi le côté volontaire de l'autobiographique et le côté purement réactif de l'entretien, il nous semble plus utile de s'attarder sur la différence des techniques et le rapport de ces dernières à la construction d'une "vie".

La volonté scientifique de comprendre les faits sociaux d'abord dans leur réalité pratique plutôt que dans la simple apparence qui se dégage du discours des acteurs, puis de réussir à y incorporer ce dernier, oblige à prendre conscience des deux illusions qui sous-tendent respectivement la pratique de l'autobiographie et de l'entretien biographique.³ La première correspond, dans le registre de l'autobiographie, à ce que Pierre Bourdieu appelle « l'illusion biographique », c'est-à-dire la tentation de représenter une vie individuelle comme « un ensemble cohérent et orienté », composé d'événements et de dates significatives ne prenant sens que par leur réunion dans une biographie, comme si cette dernière pouvait être purement individuelle, détachée de la réalité sociale dans laquelle se meut la personne.⁴ Dans cette perspective, la biographie devient, a posteriori, une ligne de vie presque droite, débarrassée des contraintes et des potentialités inhérentes aux différentes positions sociales occupées.⁵ Le travail sociologique visant à retracer une ou plusieurs vies "individuelles" consiste alors à repenser l'idée biographique en terme d'itinéraires ou de trajectoires.⁶

La deuxième illusion est celle de la transparence et de la spontanéité qui présideraient à la situation d'entretien.⁷ La conception méthodologique et idéaliste en fait une situation équilibrée entre les deux parties, dans laquelle celui qui interroge se doit de rester le plus neutre possible afin de ne pas influencer les réponses de son interlocuteur. C'est nier que l'entretien est également une

particulièrement 6-7, et D. Bertaux, « Histoires de vies ou récits de pratiques ? Méthodologie de l'approche biographique en sociologie », *Recherches économiques et sociales*, 6, avril 1977, 7-12.

³ Sur l'objectivation du monde social par le scientifique et l'incorporation concomitante du discours ou de la pratique effective des acteurs, cf. P. Bourdieu, *Le sens pratique*, Paris, Éditions de Minuit, 1980, particulièrement 49 et 188, ainsi que, pour un modèle plus proche des discours, L. Boltanski et L. Thévenot, *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 1991.

⁴ P. Bourdieu, « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 62-63, juin 1986, 69-72, citation 69.

⁵ Pour un exemple de biographie inscrite dans la réalité sociale, N. Elias, *Mozart, sociologie d'un génie*, Paris, Le Seuil, 1991.

⁶ Cf. J.C. Passeron, « Le scénario et le corpus. Biographies, flux, itinéraires, trajectoires », *Revue française de sociologie*, XXXI, 1990, 3-22, républié in J.C. Passeron, *Le raisonnement sociologique. L'espace non-poppérien du raisonnement naturel*, Paris, Nathan, 1993, chapitre VIII homonyme, 185-206.

⁷ Cf. J.B. Legavre, « La neutralité dans l'entretien de recherche. Retour personnel sur une évidence », *Politix*, 35, 3^e trimestre 1996, 207-225, et S. Beaud, « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l' 'entretien ethnographique' », *Ibid.*, 226-257 ainsi que le numéro spécial de la revue *Recherches sociologiques* consacré aux usages sociaux de l'entretien, décembre 1996.

interaction sociale et donc une relation de pouvoir entre celui qui interroge et celui qui répond. S'il est fréquent de citer l'inégalité de l'entretien quand celui-ci concerne des personnes de niveau social inférieur à celui de l'interviewer qui apparaît alors comme pourvu des attributs symboliques de la science qui légitime son droit à interroger, il faut rappeler que le chercheur peut également se trouver dans une situation où l'âge, la profession et les différentes caractéristiques sociales des interrogés s'imposent à lui plus que le contraire.⁸

Les deux illusions que nous venons brièvement d'analyser sont encore compliquées par deux choses. D'une part, l'immigration est rarement l'objet d'un discours non-politique ou non-social et la manière de parler de la présence étrangère est fréquemment dépendante de la position de celui qui en parle. Même le recours au témoignage et aux ressources biographiques des immigrés, souvent utilisé en raison de la difficulté à se procurer des données par les voies officielles, tend à devenir une mode, une sorte de justification du discours scientifique.⁹ D'autre part, l'existence depuis le milieu des années quarante d'un exil hongrois, c'est-à-dire d'un espace politique en émigration obligeant à prendre position, dans une opposition irréductible entre les communistes et les autres, entre "eux" et "nous", renvoie souvent l'explicitation ou la narration autobiographique à la définition d'une position occupée dans l'exil.¹⁰

L'expérience hongroise en France possède déjà ses auteurs en langue française, que ce soit sur le mode de l'autobiographie littéraire – dont les exemples les plus connus sont certainement le livre de Yolande Földes, *La rue du chat-qui-pêche* et les deux premiers ouvrages de Christine Arnothy¹¹ –, des

⁸ Cf. H. Chamboredon, F. Pavis, M. Surdez et L. Willemez, « S'imposer aux imposants. À propos de quelques obstacles rencontrés par des sociologues débutants dans la pratique et l'usage de l'entretien », *Genèses*, 14, 1994, 114-132.

⁹ Cf. A. Sayad, « Tendances et courants des publications en sciences sociales sur l'immigration en France depuis 1960 », *Current sociology*, 32(3), hiver 1984, 219-251, particulièrement 250, et M. Catani, « La présence étrangère : lieux d'origine et auteurs du discours à son sujet » in P.J. Bernard, *Les travailleurs étrangers en Europe occidentale*, Paris, Mouton, 1976, 273-292.

¹⁰ Nous nous permettons de renvoyer, pour une analyse rapide de l'exil hongrois et pour une définition de ce que nous nommons « exil », à S. Dufoix, « Pour une analyse sociologique de l'exil. Quelques pistes sur l'exemple hongrois en France », *Cahiers d'études hongroises*, 7, 1995, 273-281. Pour plus de précisions, nous renvoyons à notre thèse *Exil et politique. Éléments pour une sociologie de la politique en émigration : l'exemple des Hongrois, des Polonais et des Tchécoslovaques en France de 1945 à nos jours*, thèse pour le doctorat en science politique sous la direction de Marc Lazar, Université de Paris-I, 1997, 2 volumes.

¹¹ Y. Földes, *La rue du chat-qui-pêche*, Paris, Albin Michel, coll. Le livre de poche, 1957 (1^{re} édition française 1937). Outre *J'ai quinze ans et je ne veux pas mourir*, paru chez Fayard en 1955, qui raconte le siège de Budapest, Christine Arnothy a publié en 1957, toujours chez Fayard, *Il n'est pas si facile de vivre*, qui témoigne de l'existence dans un camp de réfugiés en Autriche.

mémoires,¹² du témoignage-récit¹³ ou encore d'une fiction fortement influencée par l'expérience personnelle.¹⁴ Néanmoins, la production de ce type de témoignage est demeurée très limitée. Trois raisons, à notre sens, peuvent expliquer cette rareté. Premièrement, la situation d'émigration est complexe. Elle perturbe la personnalité, elle arrache aux repères connus, elle rend difficile la communication dans sa langue maternelle, particulièrement dans le cas d'une langue comme le hongrois, enfin elle fait plonger l'émigré dans un univers beaucoup plus complexe que son univers d'origine, et ce à tous les niveaux : professionnel, familial, personnel. L'existence de l'exil, c'est-à-dire d'une politisation de l'émigration, ajoute à cette complexité. Deuxièmement, la part relativement faible des écrivains dans l'émigration hongroise peut en partie rendre compte de cette rareté des témoignages écrits. Enfin, il ne faut pas oublier que l'état d'une bibliographie dépend également de l'état du champ littéraire et de l'intérêt que peut alors représenter, pour certains éditeurs, la publication d'un texte relatif à la vie vécue dans l'émigration.

De façon générale, la politisation qui caractérise l'exil et qui tend à instrumentaliser toute activité sociale pour la rendre utile à la lutte politique menée sur le sol étranger contre le régime en place dans le pays d'origine, incite la plupart du temps à limiter son témoignage à l'événement construit comme origine de la fuite et donc à en faire le point de départ du combat politique.¹⁵ Des initiatives rédactionnelles plus ambitieuses ne trouvent généralement place que chez des maisons d'édition publiant dans la langue même de l'exil.¹⁶ Sinon, l'accès aux éditions françaises – ou occidentales – est largement conditionné par l'amputation de la spécificité de l'exil. Il est ainsi significatif que François Fejtő

¹² Cf. F. Fejtő, *De Budapest à Paris. Mémoires*, Paris, Fayard, 1986.

¹³ Cf. A. Koestler, *Hiéroglyphes*, Paris, Calmann-Lévy, 1955, et, du même auteur *La lie de la terre*, Paris, Calmann-Lévy, coll. Le livre de poche, 1971. Voir aussi P.A. Löffler, *Journal de Paris d'un exilé (1924-1939)*, Paris, Gallimard, 1974. Né en 1901, Löffler fut un membre actif de la Ligue hongroise des droits de l'homme et du citoyen fondée en France en novembre 1924. Il quitta la Hongrie pour la France en 1924 en raison des dangers que lui faisait courir son activité au sein du parti social-démocrate hongrois. Magasinier puis dessinateur industriel, il fut engagé volontaire pendant la guerre avant de prendre part à la Libération de Paris. Il demeura membre du Comité central de la Ligue jusque dans les années 70. Pour un autre témoignage "de gauche", cf. H. Elek, *La mémoire d'Hélène*, Paris, François Maspero, 1977.

¹⁴ Nous pensons qu'il est possible d'inclure dans cette catégorie le roman qu'Agota Kristof a consacré à la vie de quelques réfugiés hongrois dans une petite ville suisse. Cf. A. Kristof, *Hier*, Paris, Le Seuil, 1995.

¹⁵ Pour les Hongrois, cf. F. Nagy, *Struggle behind the iron curtain*, New-York, Macmillan, 1960 ou I. Kovács, *D'une occupation à l'autre : la tragédie hongroise*, Paris, Plon, 1949 ; pour les Tchécoslovaques, cf. H. Ripka, *Le coup de Prague, une révolution préfabriquée*, Paris, Plon, 1949.

¹⁶ Pour l'exil hongrois en France, l'exemple le plus intéressant est sans doute P. Auer, *Fél évszázad* (Un demi-siècle), Washington, Free Press, 1970.

“gomme” totalement de ses *Mémoires* son activité dans l’exil hongrois pour ne se concentrer que sur la partie “française” de son expérience et de ses relations. Ce n’est pas l’exil qui empêche de se pencher sur son expérience, mais souvent les conditions mêmes de possibilité de l’expression d’un tel témoignage. Il faut ainsi prendre en compte les facteurs tenant à la popularité de celui qui écrit, à son insertion dans les milieux littéraires et éditoriaux, à la position qu’il occupe dans la société française. L’exemple de l’exil allemand anti-nazi en France nous montre des autobiographies rédigées par des écrivains déjà renommés, publiées en anglais ou en français.¹⁷ Il est évidemment hors de doute que la place de l’allemand parmi les langues communes les plus parlées et les plus traduites en Europe joue un rôle non négligeable dans cet état de fait.

Le problème de l’entretien est encore différent. En raison du peu d’études encore développées sur l’émigration hongroise, les entretiens sont peu nombreux. D’autre part, il n’existe pas encore de lieu particulier consacré à la collecte, à l’enregistrement et à l’archivage des entretiens, ce qui empêche largement l’accès des historiens ou des sociologues aux éventuels entretiens déjà réalisés par des chercheurs en sciences sociales. De même, la collection d’interviews réalisées par des historiens et des sociologues hongrois – opposants au régime communiste – entre 1981 et 1996, et qui comprend un assez grand nombre d’entretiens avec des personnalités de l’exil, est strictement régie par des lois de confidentialité. La lecture de l’inventaire indique si la transcription est consultable sans autorisation (*nyilvános*), consultable avec l’autorisation de citer de la personne interrogée (*kutatható*) ou non consultable (*zárt*).¹⁸ À l’exception des interviews réalisées avec des exilés désormais décédés – automatiquement *nyilvános* –, les autres se révèlent en pratique plus souvent fermées que consultables, même avec autorisation.

Compte-tenu de ces difficultés techniques et de la forte signification que revêtent souvent les écrits autobiographiques ou les entretiens avec des individus exilés ou émigrés – même depuis longtemps –, nous ouvrons les colonnes des *Cahiers* aux Hongrois. Cependant, inviter à la recollection n’est jamais un simple appel au souvenir. Alors, que souhaitons-nous faire avec la mise en place de cette nouvelle rubrique ? Avant tout inviter les Hongrois ou les Français d’origine hongroise à chausser les doubles lunettes dont parle le peintre Székely :

« Les doubles lunettes que je porte sont assez rares.

¹⁷ Cf. R.D. Critchfield, *When Lucifer cometh. The autobiographical discourse of writers and intellectuals exiled during the Third Reich*, New-York, Peter Lang, 1994, particulièrement l’excursus « History and exile autobiography ». Voir aussi L. Feuchtwanger, *Le diable en France*, *op.cit.*

¹⁸ La liste des entretiens réalisés ainsi que les conditions d’accessibilité se trouvent dans *Budapesti Oral History Archivum 1981-1996*, Budapest, Institut 1956, 1996.

Je suis la seule personne à en porter.

Je vois en même temps de près et de loin, quand je soulève ou non la première paire !

Ces doubles lunettes me permettent de voir la Hongrie de près et de loin. »¹⁹

¹⁹ Entretien avec le peintre Székely le 11 juin 1983, in C.O. Scelles et C. Villemin, *L'art dans la Hongrie d'après-guerre vu de Paris*, mémoire de licence, Paris, 1990, cité in C. Rinaudo et S. Ryvlin, *Intégration et identité nationale en situation d'émigration. L'immigration hongroise en France*, mémoire de maîtrise de sociologie-ethnologie sous la direction de Joclyne Streiff-Fenart et Jean-Pierre Zirotti, Université de Nice Sophia-Antipolis, 1991-1992, 231.

Émeric EPSTEIN
Docteur en Médecine

“Survivre à Toulouse”

C'est en vélo que j'ai fait mon entrée à Toulouse, en juin 1940, venant de Cahors avec un ami, Georges Lucas.

Nous étions arrivés à Cahors, dans une voiture (Simca 5) prêtée par mon patron, le chirurgien Moncany, avec qui j'avais travaillé durant un mois et demi à l'hôpital de Corbeil, après deux ans passés comme interne à Soissons (internat de Reims et de Soissons). L'hôpital de Soissons devait être évacué devant la percée des Allemands à Sedan, et l'hôpital de Corbeil m'attendait depuis quelques temps.

Le docteur Moncany m'assura qu'à Cahors ou en d'autres lieux dans le sud, je trouverais certainement du travail, sur sa recommandation.

Logés dans un camp de réfugiés, mes amis et moi-même avons vite compris l'impossibilité de trouver un moyen d'existence à Cahors. En tant que médecin j'avais encore moins de chances que d'autres. (J'étais docteur en Médecine de la Faculté de Paris, mais étranger. En 1939-40, pour ne pas être défavorisés, les internes pouvaient passer leur doctorat dans l'armée, qui ne reconnaissait pas le titre d'interne.)

En circulant dans la ville de Cahors, il était facile de se rendre compte qu'un adulte sur deux était médecin, car le service de santé belge s'était replié dans la ville.

Mes amis Paul et Georges avaient des relations à Toulouse, des étudiants hongrois, ainsi fut-il décidé de nous y rendre, en train pour Paul qui avait de l'argent, et en vélo pour Georges et moi-même qui n'en avions pas.

Nous avons eu la chance de trouver une chambre libre, dans une maison meublée de la rue Duméril où demeuraient les connaissances de Paul et de Georges. Elle fut tirée au sort, car deux personnes seulement pouvaient y loger. C'est ainsi que je m'y installai avec mon ami Paul, médecin comme moi, ancien camarade de lycée. Georges fut accueilli par un de ses amis.

La maison meublée était pleine de Hongrois ou hungarophones, presque tous étudiants en chimie, à l'Institut de Chimie ou bien à la Faculté de Sciences. Certains finissaient l'année universitaire, d'autres l'avaient déjà achevée. Tous, nous étions préoccupés par les difficultés qui nous attendaient. L'armistice conclu avec les Allemands et la délimitation de la “Zone libre” nous donnaient l'illusion d'une certaine sécurité, bien vite disparue. Coupés de nos familles en Hongrie, nous n'avions que peu de ressources. Certains n'avaient pas d'argent du tout, d'autres en avaient un peu. Avec mon ami Georges, nous mettions tout en

commun, mais nous sentions qu'il nous faudrait bientôt trouver une source de revenus pour "survivre".

L'idée me vint au bord de la Garonne où nous prenions le soleil, en face de l'Émulation Nautique. Le mur de béton qui couvre les berges n'existait pas encore et il n'était nullement défendu de se baigner dans la Garonne. Je nageais beaucoup, mon trajet habituel consistait à remonter la Garonne, à contre-courant, du pont St-Michel jusqu'à une digue au trois-quarts démolie, à la hauteur du Stadium.

Notre partie de bridge fut interrompue par l'arrivée d'un marchand de sandwiches, en qui certains de nos amis reconnurent un joueur de football hongrois de l'équipe de Toulouse (Gárdos) : il nous expliqua qu'il gagnait sa vie en vendant des sandwiches un peu partout selon sa fantaisie et son flair.

Je lui ai demandé de me prêter son plateau pendant une demi-heure, pour voir comment cela se passait. Il a bien volontiers consenti, car il faisait chaud et un peu de repos à l'ombre l'attirait irrésistiblement. Il a pris ma place au bridge, et me voilà parti sur les berges, pleines de monde, pour vendre des sandwichs.

Le résultat fut intéressant, tous les sandwichs furent vendus. Je remis l'argent au marchand qui me renseigna sur la façon et les endroits où se procurer le jambon et le pâté nécessaires à la confection des sandwiches. Ma décision était prise, Georges et moi essayerions de gagner quelques sous de cette façon, avant que nos derniers deniers s'évaporent.

Marchand ambulant

Voici comment nous sommes devenus marchands ambulants, avec nos diplômes de docteur en médecine et de docteur ès sciences, en ce qui concernait Georges.

Nous faisons la queue au marché des Carmes durant une heure ou plus, pour acquérir un peu de jambon et du pâté pour la préparation de nos sandwiches. Nous avons essayé de les vendre un après-midi devant la gare Matabiau, mais nous avons rencontré une telle concurrence que nous avons été obligés d'y renoncer.

Les gares, en principe, servent aux gens qui partent et reviennent de voyage, et non de lieu de séjour. Ce n'était pas le cas de la gare de Toulouse en cette fin d'été 1940. Une foule de gens y séjournaient, jour et nuit. Partout, des gens allongés par terre sur des couvertures et des manteaux étalés, dormaient ou bien bavardaient tristement. Nous avons compris que la nuit serait plus propice pour vendre nos sandwiches, car les pauvres S.D.F. (Sans Domicile Fixe, comme on dirait aujourd'hui) pouvaient avoir faim, s'ils avaient des insomnies. Cette supposition s'avéra.

Arrivant à la gare vers 22^h-23^h, il était rare que vers 2 ou 3 heures nous n'ayons pas vendu toute notre marchandise. Les affaires marchaient si bien que

nous avons bientôt pu venir à tour de rôle un soir sur deux seulement, ce qui nous permettait de nous reposer une nuit sur deux. Supportable.

Il fallait travailler, car nous avons une bouche de plus à nourrir, Georges ayant appris que sa fiancée parisienne, juive allemande internée à Gur, dans les Pyrénées, pouvait éventuellement sortir du camp, si on lui fournissait un certificat d'hébergement, logement et entretien. Nous avons fait le nécessaire pour nous procurer tout cela et bientôt nous avons eu le plaisir de voir arriver Inge.

Un arrangement intérieur de la maison meublée de la rue Duménil a permis à Georges et Inge d'avoir leur chambre. Pendant que nous passions notre temps au marché, Inge nous faisait la cuisine et ce petit “ménage à trois”, tout à fait conforme aux bonnes mœurs, fonctionnait convenablement.

Mais les bonnes choses ne duraient jamais bien longtemps à cette époque. À la fin de l'été, en septembre si ma mémoire est bonne, un décret introduisit le ticket de pain. Patatras... : il n'était plus possible de vendre des sandwiches, vendre du pain sans ticket devenait un crime ou, mettons un délit...

Il fallait se recycler. Nous avons choisi la cacahuète, car nous avons remarqué des jeunes gens qui en vendaient devant la gare avec un certain succès.

Tous les matins nous achetions une certaine quantité de cacahuètes grillées et les revendions dans la soirée devant ou dans la gare. Au bout de quelques semaines, nous avons assez d'argent pour acheter un sac de cacahuètes et sur l'indication d'un “collègue” nous les avons portées chez un boulanger de la place Arnaud-Bernard pour les faire griller.

Quand nous sommes revenus les chercher le lendemain, quelle fut notre consternation, les cacahuètes étaient brûlées, réduites en cendre avec quelques croûtes desséchées qui surnageaient.

Nous avons manifesté notre mécontentement au boulanger et réclamé le remboursement de la marchandise. Il nous a répondu avec arrogance, nous proposant de l'accompagner au commissariat le plus proche, pour régler le litige. C'est ce que nous avons fait... mais à l'entrée du commissariat nous nous sommes dégonflés, conscients qu'on pouvait peut-être nous demander une autorisation de vente – que nous n'avions point !

Humiliés, nous sommes partis tristement, maudissant les gens malhonnêtes qui profitent du désarroi des “intellectuels” aux abois.

Les nuits devant la gare ne furent pas non plus toujours dépourvues d'incidents ou d'imprévus... Très souvent des inconnus nous demandaient des renseignements bizarres, des adresses, l'emplacement de bordels, etc. Une fois, un monsieur barbu m'a demandé en achetant des cacahuètes si j'avais toujours été marchand ambulant. Il avait remarqué mon pantalon kaki, mes brodequins militaires, et mon faciès lui semblait plus évolué que celui d'un marchand de rues. Quand je lui dis que j'étais étudiant en médecine (dire que j'étais médecin me semblait trop gros) il a soupiré... « pauvre France » et il m'a acheté tous mes

paquets de cacahuètes. Je l'ai béni, car ce soir-là je pus rentrer me coucher tôt... vers minuit.

Le lendemain j'ai reconnu la photo de mon bienfaiteur dans un journal. C'était M. Ramadier... futur chef du gouvernement après la Libération.

Une autre nuit, des policiers m'ont demandé si je n'avais pas vu un gars qui vendait des sandwiches sans ticket de pain. Après ma réponse négative, ils m'ont demandé aimablement si j'avais l'autorisation de vendre des cacahuètes. Aussi aimablement, ils m'ont conduit, place du Capitole, dans un petit bureau de police où un inspecteur a pris mes nom et adresse.

Déjà, peu de temps auparavant, les étrangers devaient se faire recenser et déclarer leurs moyens d'existence. Naïvement, je m'étais fait recenser et, comme il fallait montrer qu'on avait de l'argent, c'étaient les mêmes billets qui circulaient entre les "métèques" fiers d'exhiber deux ou trois mille francs.

Mon inspecteur trouva la trace de mon recensement. Comme il me demandait pourquoi je faisais cela, puisque j'avais déclaré que j'avais de l'argent, j'ai répondu que je ne pouvais pas attendre que mes derniers sous soient dépensés, avant de réagir. Il m'a regardé avec dédain et a déclaré : « Tu fais cela parce que tu est juif ! ». Sur ces bonnes paroles, j'ai pu partir. Je me permets d'ajouter qu'après la Libération, j'ai revu ce gentil colosse, au Commissariat Central, toujours en fonction, bénéficiant sûrement d'un avancement en tant que "résistant" !

La vie quotidienne à Toulouse, fin d'été 1940

(...)

Mettant à profit notre désir de se cultiver, Thomas Bauer, chimiste originaire de Budapest possédant aussi une culture littéraire étendue, et également intéressé par les sciences sociales, organisa une sorte de séminaire.

Les réunions hebdomadaires avaient lieu à son domicile, rue des Coffres, chacun était libre de choisir un thème qui l'intéressait et d'en faire profiter les autres, par un exposé d'une heure suivi de discussion. Les plus fréquentes étaient les conférences littéraires, touchant la littérature française ou mondiale, mais des exposés socio-politiques, en rapport avec les idéologies marxiste, fasciste, de grande actualité à l'époque étaient également "au programme".

L'étoile de ces réunions fut sans conteste un ami, réfugié de Paris, comme moi-même, le docteur Gabel, médecin, mais également philosophe, imbattable dans toutes les branches. À la fin des conférences il semblait être plus au courant des sujets traités que le conférencier lui-même et ses observations complétaient ces réunions et les rendaient plus intéressantes.

C'est dans cette ambiance que j'ai fait la première conférence de ma vie, sur un sujet d'actualité également en rapport avec mes lectures de l'époque. Sous le titre de *La paix à tout prix chez Huxley*, j'ai combattu l'idée de non-violence de

Huxley, dans le contexte de l'époque que nous vivions, c'est-à-dire face à la barbarie nazie. J'ai encore le manuscrit de cet exposé, en langue hongroise, car la grande majorité des participants était hungarophone.

Un petit groupe d'étudiants participant à ces conférences était communiste. Ils intervenaient à chaque occasion pour exposer le point de vue marxiste. Ils ont réussi à intéresser plusieurs d'entre nous à la dialectique marxiste, à éveiller le désir de parfaire nos connaissances dans ce domaine, puis à nous entraîner à participer à quelques actions. Je ne citerai que leurs noms familiers de l'époque : Sógor, Pufi et Vörös. Plus tard, quand la résistance a vraiment pris corps, ils ont joué un rôle important dans ma vie.

Beaucoup d'étudiants hongrois et de non étudiants reçurent de la Préfecture une note d'assignation à résidence dans les bourgades du département. Cela déclencha parmi eux une vraie mobilisation, pour trouver le moyen de rester à Toulouse. Une inscription dans une école ou une université pouvait faciliter les démarches. L'école de français pour étrangers acceptait des inscriptions. En ce qui me concerne, je me suis tourné vers la faculté de Médecine. Je ne pus être inscrit en cinquième année comme je le demandais.

En fin de compte, la faculté des Lettres a accepté mon inscription pour un certificat de “Morale – Sociologie”. Je ne suivais pas les cours, en revanche la Bibliothèque Municipale n'avait pas de lecteur plus assidu que moi. Je découvrais le b.a.-ba de la sociologie avec la *Mentalité primitive* de Lévi-Strauss, et des œuvres de Durkheim. On pouvait également emprunter les livres de Marx, Engels, Lénine et Staline, malgré l'atmosphère anticommuniste qui régnait alors dans les milieux officiels.

À l'examen partiel de février, mon savant ami Gabel – dont j'ai déjà parlé au sujet du séminaire organisé par Thomas Bauer – m'attendait aux W.-C. de la fac à une heure donnée. Je lui ai indiqué le sujet, il m'a fait un cours rapide sur la question, ce qui m'a permis d'obtenir une note honorable.

En cet automne 1940, il se produisit en Europe centrale un événement d'une importance capitale, mais qui laissa indifférents les gens de l'Europe de l'Ouest, assez préoccupés, à juste titre, de leurs propres problèmes très graves.

Pour résoudre le litige frontalier entre la Hongrie et la Roumanie, Hitler et Mussolini, alliés, coupèrent la poire en deux pour l'arbitrage de Vienne, et partagèrent la Transylvanie entre ces deux pays. Par suite de cette nouvelle délimitation de frontières, ma ville d'origine, Oradea (ou Nagyvárad en hongrois) est revenue à la Hongrie. Mes parents sont redevenus Hongrois par annexion. Quant aux personnes originaires du nord de la Transylvanie, mais absentes au moment du retour de leur ville d'origine dans la “mère patrie”, elles ont obtenu le droit d'option, c'est-à-dire qu'elles avaient le droit de demander la nationalité hongroise ou bien de rester citoyens roumains.

J'ai naturellement écrit à l'ambassade de Hongrie à Paris, pour obtenir la nationalité hongroise (comme mes parents). L'Ambassade de Hongrie m'a refusé

ce droit sous un prétexte quelconque, en ajoutant prudemment que ce refus n'était que temporaire. Ils voulaient sans doute voir dans quel sens tournerait le vent. Le vent a tourné, mais plus tard.

En attendant, je suis devenu "apatride", comme on nous appelait à l'époque. En effet, je n'étais plus Roumain pour le consulat roumain, mais je n'étais pas non plus Hongrois. Cela était bien ennuyeux, car l'Ambassade de Hongrie protégeait à cette époque ses ressortissants, étudiants, même les Juifs, qui, de ce fait, n'ont pas été considérés comme des étrangers indésirables, donc internables dans des camps.

Les camps d'internement de la région toulousaine "vus de l'intérieur" Les aventures d'un ancien interné "chanceux"

« Lequel d'entre vous s'appelle Epstein ? » C'est avec ces mots qu'un matin, début novembre 1940, vers 7 heures du matin, deux gendarmes nous ont réveillés, mon ami Paul et moi-même, dans une chambre meublée de la rue Duménil, où nous logions depuis notre arrivée à Toulouse fin juin 1940.

Le soulagement très perceptible de la physionomie de mon ami ne m'a guère rassuré, ni les mots des gendarmes qui m'ont donné « un quart d'heure » pour me préparer et faire une petite valise avec quelques effets personnels.

Un fourgon cellulaire nous attendait dans la rue. Quelques personnes, deux ou trois, étaient déjà assises sur les banquettes à l'intérieur de la voiture. Mes sbires ont fait démarrer le véhicule en criant au chauffeur : « Ça y est, tu peux rouler. » Timidement, j'ai demandé à l'un des gendarmes : « Où m'emmenez-vous ? » – « Au commissariat », m'ont-ils dit. « Mais pourquoi ? » – « Le commissaire t'expliquera », m'ont-ils répondu.

Nous avons circulé durant toute la matinée pour ramasser d'autres "criminels".

Vers midi, nous nous sommes arrêtés devant le commissariat de la rue de Rémusat. Après un long moment d'arrêt, quelqu'un a ouvert la portière à l'arrière du fourgon, et après nous avoir rapidement dévisagés, a crié l'ordre de partir.

Affolé, j'ai demandé à l'agent qui nous accompagnait si je pouvais voir le commissaire, comme ils me l'avaient promis. Il m'a répondu que le commissaire m'avait vu et que cela suffisait. Après une course d'une demi-heure, nous arrivions dans un endroit clos, devant un bâtiment préfabriqué, au milieu de baraquements sinistres. On nous fit descendre et on nous conduisit avec nos petites valises devant un baraquement.

À l'intérieur, de chaque côté du baraquement, des paillasses, une trentaine environ. Je suis resté debout au milieu de la pièce. Un homme d'une quarantaine d'années est venu vers moi au bout d'un moment et m'a dit de choisir une paillasse, car de toute façon, je serais bien obligé d'en arriver là le soir. Il m'a dit qu'on se trouvait au camp de Clairfond, et qu'un jour ou l'autre, on allait

m'appeler à la Direction, et d'ici là, il n'y avait rien à faire, notamment pas de possibilité de réclamer ou de discuter avec les autorités du camp.

Le soir venu, on se réunissait dans un coin et des discussions s'entamaient avec les autres internés.

Chacun exposait l'injustice spéciale, particulière qu'il ressentait à se trouver là, alors que son cas ne justifiait nullement son internement. Certains déclaraient qu'ils avaient de la famille pour les entretenir, d'autres expliquaient qu'ils s'étaient portés volontaires pour la guerre et avaient suivi l'instruction militaire dans un camp vers Barcarès. D'autres, même, faisaient partie de l'Armée Polonaise constituée en France. Ils ont oublié de parler d'un dénominateur commun : ils étaient juifs à peu d'exceptions près.

Les jours passaient et rien de nouveau n'intervenait. Les repas, affreux, se passaient dans un baraquement où, petit à petit, des connaissances se nouaient et on rencontrait même des amis. Ainsi, dans ma baraque, j'ai retrouvé le Dr. Chisin que j'avais connu au cours de mes études de médecine à Paris, ainsi qu'un autre polonais, M. Bor, lecteur de polonais à la Faculté des Lettres.

Nous avons réuni nos paillasses dans un coin du baraquement pour pouvoir discuter librement, le soir venu.

Les autres internés ont baptisé cet angle “le coin des intellectuels”.

Un jour enfin, on m'a appelé à la Direction. Je dois préciser que mon moral, très bas durant les premiers jours, s'était amélioré grâce à l'esprit de solidarité, d'amitié qui régnait parmi les internés. Tous s'intéressaient aux autres, échangeaient des objets de toilette, écoutaient les doléances et se donnaient mutuellement conseils et encouragements.

J'ai décidé de m'endurcir. Ainsi, malgré le froid d'un hiver précoce, je me lavais torse nu dehors dans une sorte de fontaine. C'est dans cet état d'esprit que je me suis présenté au commandant du camp, le capitaine Moudenc (j'ai appris son nom plus tard).

Quand je suis entré dans le bureau, une sorte de rabbin barbu lui parlait, s'approchant de son visage en chuchotant. J'ai remarqué le recul, la gêne du commandant et j'ai immédiatement pensé que c'était exactement l'attitude qu'il fallait éviter d'avoir devant un officier.

J'ai brièvement répondu à ses questions sur mon identité, ainsi qu'aux questions relatives à mes études et à ma profession. Quand je lui ai dit que j'étais médecin, ancien interne, il m'a regardé en souriant et m'a demandé si je pouvais le prouver. J'ai répondu « bien sûr », s'il me laissait sortir pour chercher mes diplômes.

Il m'a regardé attentivement (j'avais 25 ans), et m'a dit que j'étais certainement “soldat”, il en est venu à cette conclusion à cause de mon attitude “digne”. J'ai répondu que je n'étais pas soldat, et que mon attitude n'était rien d'autre qu'une manifestation de “dignité humaine”.

Notre conversation s'est terminée là-dessus. Il a ajouté qu'il aurait besoin de moi et me laisserait sortir pour chercher mon diplôme.

Une jeune secrétaire assistait à notre conversation. C'était une belle jeune fille dont j'ai fait la connaissance peu de temps après, car elle était également internée avec sa mère et sa sœur dans un baraquement de femmes. Elle s'appelait Bella, était juive belge ; ses confidences et notre confiance réciproque m'ont beaucoup aidé par la suite.

Elle m'apprit que Clairfond n'était qu'un camp de transit ; tous les quinze jours des convois partaient vers d'autres camps et il fallait éviter ces départs à tout prix. Elle-même et sa famille ne risquaient rien, car protégée par le Directeur, elle faisait partie des "cadres" et je devais parvenir au même statut, en tant que médecin. J'ai eu un jour la possibilité de me procurer une copie de mon diplôme et je suis devenu "médecin", avec la mission d'accompagner les convois.

Un soir, la nouvelle se répandit que dans quelques jours, un convoi serait formé vers un camp, "un véritable château avec chauffage central". Une petite commission de trois personnes passait dans les baraquements pour inscrire les partants. Je me souviens d'une personne qui paraissait diriger le petit groupe. C'était un Belge, parlant plusieurs langues, manifestement juif lui-même, et qui faisait la propagande pour le camp idyllique (un véritable "kapo", en somme).

Le soir, quand Bella quitta le bureau du commandant, je l'ai abordée et lui ai demandé ce qui était vrai dans ce que l'on racontait. Elle m'a confirmé qu'il s'agissait d'un épouvantable camp dans la région d'Agde et que le chauffage central n'était autre que le soleil hivernal au bord de la mer.

Elle m'a demandé de ne pas divulguer ce qu'elle m'avait dit, mais sans trop insister.

Le soir venu, "le coin des intellectuels" était entouré par les malheureux, sélectionnés pour le départ. Ils nous questionnaient et recherchaient notre approbation pour le choix qu'ils avaient fait de s'inscrire pour le départ.

J'ai tenté de leur ouvrir les yeux. J'ai décrit ce qui les attendait et qui n'était probablement que le début de quelque chose de pire.

La question venait naturellement après cette dramatique conversation : « Qu'est-ce qu'il faut faire ? » J'ai répondu franchement qu'il fallait « foutre le camp la nuit prochaine avant le départ. » Le camp n'était gardé la nuit, que par deux ou trois gendarmes, on pouvait passer entre les fils de fer barbelés et je doutais qu'ils tirent sur des gens pris en flagrant délit.

Ils me rétorquèrent que, sans papiers d'identité, ils risquaient d'être repris dans la nature et craignaient de courir ce risque.

J'ai répondu que dans ce cas, ce qu'ils risquaient, c'était d'être remis dans ce camp ou dans un autre pareil. J'ai le souvenir d'avoir ajouté cette phrase terrible : « Qu'est-ce que vous préférez, être un homme mort en règle avec ses papiers ou bien un homme libre sans papiers ? »

Un grave silence a suivi cette phrase. Un homme dans la pénombre m’a demandé : « C’est à ce point que nous en sommes ? » J’ai répondu positivement.

Une question fut encore posée avant que le groupe ne se disloque... « Pourquoi, dans ce cas vous ne partez pas vous-même ? » J’ai assuré la personne qui m’avait posé la question que je n’avais pas l’intention de pourrir dans ce camp, mais pour le moment, je ne risquais rien et je pourrais rendre des services. Ce que l’avenir confirmera.

Le surlendemain, quand les cars arrivèrent pour transporter les gens vers un autre camp, la moitié de l’effectif choisi manquait à l’appel.

(...)

Une chose importante se produisit au cours de l’été. L’Allemagne envahit l’U.R.S.S. et cela ne fut pas sans effet sur nos camarades, étudiants communistes.

Après la participation à l’action de « Secours Rouge », il nous ont demandé d’approfondir nos études sur le marxisme, et de comprendre aussi que l’idéologie sans l’action n’était qu’une demi-mesure.

Ils nous ont confié des tracts en français à distribuer, appelant à se révolter contre la collaboration, à saboter les directives gouvernementales, etc.

Nous étions de plus, invités à chercher des sympathisants par tous les moyens, à les inciter à l’action, notamment à participer à la distribution de tracts dans les boîtes aux lettres, à la propagande sur le lieu de travail, à inscrire des slogans sur les murs, etc.

C’était en somme le début de la Résistance active que j’ai accomplie du mieux que je le pouvais. Bien sûr, ce n’était qu’un début, les risques n’étaient pas très grands. Bientôt notre engagement changerait de ton, et les actions plus dangereuses deviendraient notre lot.

La Résistance

F.T.P. – M.O.I. – Groupe Hongrois

Le 11 novembre 1942, les Alliés débarquèrent en Afrique du Nord et les Allemands en profitèrent pour occuper militairement la zone sud.

Cet événement fut un tournant pour les mouvements de Résistance car la propagande contre la collaboration du gouvernement de Vichy n’était plus suffisante, l’action directe contre les Allemands devenait nécessaire.

L’immense sacrifice de l’Armée Rouge devant les envahisseurs allemands incitait les antifascistes de tous bords à un mouvement de solidarité avec les Soviétiques. Les doutes, la révolte morale causés par les procès politiques de Staline des années 38, ont été balayés par l’héroïsme de tout un peuple défendant sa patrie et son système social – du moins le pensions-nous à cette époque... Les tracts, les journaux clandestins que nous recevions et redistribuions dans les boîtes à lettres, dans les usines, écoles, etc., dans lesquels nous incitions les populations à saboter la production qui pouvait aider l’effort de guerre allemand,

et faisons connaître la situation militaire réelle en Afrique du Nord et en U.R.S.S., devenaient insuffisants.

L'organisation du groupe hongrois fut resserrée, chacun y avait sa place, son rôle. Des groupuscules de trois à quatre personnes furent créés, dont l'action était centralisée par une seule personne.

Bientôt, le matériel de propagande que nous recevions fut écrit en langue allemande et il était destiné aux troupes allemandes. Le problème, c'était de trouver le moyen de le faire parvenir aux destinataires. L'imagination des responsables était à la hauteur des événements, mais la distribution restait toujours très dangereuse.

Nous parlions presque tous l'allemand. En Transylvanie, province actuellement roumaine, d'où je suis originaire, vivaient 700 000 Allemands, Saxons et Souabes, depuis des siècles. Ainsi, j'ai appris la langue allemande dans mon enfance auprès de gouvernantes et autres domestiques.

D'autres Hongrois avaient déjà fait des études en Allemagne ou à Brno (Tchécoslovaquie) en langue allemande. Nous n'avions pas l'accent yiddish, si reconnaissable chez les juifs polonais.

Le matériel que nous distribuions était un journal clandestin en langue allemande dont le titre était *Journal am Mittelmeer*. J'ai appris plus tard qu'il venait de Lyon et était réimprimé à Toulouse par l'imprimerie des Frères Lyon, si célèbres et si héroïques pendant la période de la résistance. Les tracts plus courts et plus variés faisaient connaître les revers de l'armée allemande en Afrique du Nord, puis à Stalingrad. Ils étaient commentés en détail et laissaient prévoir la défaite inéluctable des Allemands. Les tracts et le journal incitaient les soldats à désertier, ce qui ne resta pas sans effet sur des soldats autrichiens et croates, nombreux dans la région, sous l'uniforme allemand.

Il est temps que je revienne sur la manière et la technique mise en œuvre pour faire pénétrer ces tracts dans les milieux allemands : casernes, hôpitaux, cafés, trams, etc. En ce qui concerne les casernes, nous partions de nuit vers les casernes Compans-Cafarelli, ou Niel, nous contournions les bâtiments et jetions les tracts à l'intérieur par les brèches, mais plutôt en nous faisant la courte échelle, l'un sur les épaules de l'autre, inspectant les lieux, et jetions ou placions le matériel près de la cuisine, des toilettes, etc... Nous écrivions également des slogans anti-nazis à la peinture rouge sur les murs des casernes.

Une nuit, face à l'entrée de la caserne Niel, dans une rue courte mais assez large, nous avons écrit à la peinture rouge le slogan : « Weg mit Hitler und dann kommt Friede ». Les deux jeunes de 16 à 18 ans qui étaient avec moi cette nuit-là, Étienne Goldberger et Tibor Weisz, sont partis par la suite pour Grenoble et Lyon, où ils furent fusillés en juin 44, à la suite d'actions de francs-tireurs. Dans la nuit noire, l'un de nous marchait quinze mètres devant, et s'il apercevait quelqu'un – allemand ou non – ou bien si quelque chose lui semblait suspect, il

traînait les pieds, et dans ce cas, les suivants, parfois hommes et femmes, imitaient des amoureux qui profitaient de l'obscurité pour s'embrasser...

J'étais chargé d'introduire ce matériel à l'Hôpital Purpan, occupé par les Allemands. Un soir, alors que le couvre-feu avait été décrété, l'expédition fut particulièrement mouvementée.

Partis en vélo sans lumière avec un ami (Georges Engel), nous avons réussi à déposer les tracts du côté de la cuisine et des W.C. Nous nous sommes séparés près de l'hôpital et je suis reparti vers la ville par la route de Purpan (l'actuelle avenue de Grande-Bretagne) en longeant le fossé du côté de la Cartoucherie. Une voiture venait de la ville tous feux allumés. M'apercevant dans ses phares, le conducteur quitta le côté droit de la route pour venir dans ma direction, j'ai eu l'instinct de me jeter dans le fossé au dernier moment, car il avait manifestement l'intention de me renverser. J'ai aperçu l'officier allemand et le chauffeur qui ricanait en passant près de moi. Je me suis remis en selle pour repartir, un peu tremblant de l'aventure. Quelques centaines de mètres plus loin, dans la nuit noire, sans lune, je me suis jeté avec mon vélo dans le ventre d'un soldat allemand. Celui-ci, plus effrayé que moi, leva les bras au ciel et, tout en nous regardant en chiens de faïence, je m'éloignai suffisamment pour sauter sur mon vélo et déguerpir. Comme émotions, cela me suffisait pour la soirée.

Un peu plus tard, j'ai découvert une brave femme qui travaillait à l'Hôpital Purpan et qui accepta de porter elle-même le matériel de propagande à l'intérieur de l'hôpital. Je l'ai perdue de vue et n'ai pas eu l'occasion de la remercier pour son courage. Cet héroïsme de gens simples m'a toujours été d'un grand réconfort...

Une autre méthode pour faire parvenir du matériel de propagande anti-nazis aux soldats de la Wehrmacht consistait à entrer dans des cafés réservés aux troupes allemandes (le Cristal et le Barrié), avec des journaux allemands achetés dans les kiosques (*Völkischer Beobachter*), que nous bourrions de tracts antinazis.

Parlant allemand entre nous, nous commandions une bière (« Ein Glass Bier, bitte ») et au bout d'un quart d'heure, nous quittions le café en “oubliant” nos journaux bourrés de tracts. Autre façon d'opérer, nous montions dans des trams réservés aux soldats allemands qui rentraient dans les casernes, toujours avec nos journaux remplis de tracts. Il fallait descendre en marche et disparaître vite au coin d'une rue... C'était également un exercice dangereux... Non moins dangereux était le contact à prendre avec des soldats allemands qui désiraient désertir. Selon des règles de sécurité bien établies, nous les rencontrions et leur expliquions qu'on ne pouvait les cacher, mais qu'ils devaient rejoindre les maquis pour combattre éventuellement. Des Croates, des Autrichiens nous ont parfois écoutés et après la Libération, le bataillon F.T.P. – M.O.I. reconstitué à Montauban, contenait de petites unités d'Allemands, d'Italiens, de Russes, etc.

Au cours de certaines actions, notamment autour des casernes, la présence d'une femme était nécessaire. La présence d'Olga S., avec qui j'ai cohabité à partir de 1942, était donc utile. De plus, étant dans la clandestinité, il était plus simple d'habiter dans des chambres meublées, louées à son nom. Ces locaux, souvent remplis de matériel de propagande anti-nazie, représentaient un danger pour elle, comme pour tous ceux qui nous "hébergeaient"; qu'ils en soient remerciés.

(...)

Olga travailla durant un certain temps dans un bureau de Service de Travail Obligatoire (le S.T.O.). Elle avait ainsi la possibilité de connaître la liste des jeunes gens qui devaient très prochainement être convoqués pour le S.T.O.. Connaissant ces listes, nous avions la possibilité de les prévenir et de leur conseiller de rejoindre les maquis plutôt que de se rendre en Allemagne pour recevoir les bombes anglo-américaines.

Dans une de ces chambres meublées, rue des Paradoux, nous étions réunis avec un ami, Priesner, pour traduire en français *L'Histoire du Parti Bolchevique Russe* dont nous détenons un exemplaire en langue allemande. La machine à écrire et le livre étaient grands ouverts sur la table, quand une ombre géante se profila sur la porte vitrée et sans préambule, un énorme *feldgendarme* entra dans la pièce, avec sa plaque métallique sur le ventre.

Je lui ai demandé poliment, en allemand ce qu'il cherchait. Il nous dit qu'il cherchait « le sujet allemand Hans Müller ». Après avoir affirmé ne pas connaître cette personne, j'ai proposé d'interroger la logeuse. En entrant dans la pièce, celle-ci faillit tomber à la renverse à la vue de ce géant. Je la rassurai en lui disant que « ce monsieur ne lui voulait aucun mal, il cherchait seulement un renseignement ». Elle a déclaré que Hans Müller avait bien habité chez elle, mais qu'il était parti six mois plus tôt sans laisser d'adresse. Je continuais à "traduire", à la grande satisfaction du *feldgendarme*, qui me demanda où j'avais si bien appris à parler allemand. Je répondis que j'avais appris « à l'école où j'étais un bon élève ». Il me félicita et partit en saluant. Une fois seuls, nous sommes devenus livides, et nous avons commencé à faire nos valises, c'est-à-dire à ramasser tout ce qui pouvait être compromettant, et que nous avons emporté séance tenante. Nous imaginions que le *feldgendarme*, se présentant au rapport, racontant qu'il n'avait pas trouvé Hans Müller, mais un jeune homme parlant bien l'allemand, dont il n'avait même pas demandé les papiers d'identité, son supérieur l'aurait immédiatement renvoyé nous chercher. Il a peut-être eu une punition, mais ce qui est sûr, c'est que nous avons eu beaucoup de chance. Olga, que nous avions prévenue, prit également ses affaires, et nous avons déménagé tout de suite. Chose qui nous est arrivée assez souvent en d'autres occasions.

C'est le moment de parler de la maison M. et Mme Robène, située à Pechbonnieu, à 20 km de Toulouse, qui nous servait de refuge quand nous étions

dans l’obligation de disparaître de la circulation pour quelque temps, ou bien que nous nous trouvions sans logis.

J’ai personnellement séjourné quelques jours dans cette maison à plusieurs reprises, recommandé par des amis communs. Plus tard, la maison est devenue une sorte de refuge pour des réseaux de résistance, et par mon intermédiaire, des “proscrits” y furent hébergés.

(...)

Début 44, j’ai dû séjourner à Pechbonnieu avec Olga, après qu’une lettre reçue de Lyon, m’eut informé qu’un camarade « malade, dans son délire parlait d’Olga ». – Nous avons compris que “Le Rouquin” (ancien toulousain) avait été arrêté et avait donné l’adresse d’Olga comme lieu d’un “séjour” qu’il avait fait à Toulouse. Il fallait partir à nouveau, jusqu’au moment où le danger serait écarté. Mais le 13 mai 44, un autre événement grave nécessita à nouveau notre éloignement. Ce jour-là, j’avais rendez-vous avec deux amis et compagnons (Engel et Hodos) rue Ste-Anne, derrière la cathédrale St-Étienne. En arrivant, je me rendis compte qu’ils étaient observés par un homme, le visage dissimulé derrière un journal qu’il faisait semblant de lire. Je poursuivis mon chemin sans m’arrêter, mais le regard étonné de mes compagnons avertit le policier que nous nous connaissions. Il fit signe à un second policier de me suivre. Ce qu’il fit, en continuant vers la rue Ste-Anne. Quand, dans cette rue tortueuse, j’ai senti que nous n’étions plus visibles, je me suis arrêté et je me suis brusquement retourné vers lui, les mains dans les poches de mon imperméable, comme si je tenais à l’intérieur un revolver pointé vers lui. Il n’a pas osé me suivre. Je me suis éloigné à reculons, et à cinquante mètres de lui, j’ai commencé à courir et suis monté dans un tram en marche sur les allées F. Verdier.

Mes deux amis furent arrêtés, Engel fut déporté, Hodos, emprisonné à St-Michel fut délivré à la Libération. Par crainte qu’ils ne parlent sous la torture, nous fûmes à nouveau obligés de quitter notre logement et de nous réfugier à Pechbonnieu, pour un mois environ. Une atmosphère extraordinaire régnait dans cette maison. En dehors d’hommes jeunes, très taciturnes, qui parlaient le matin dans diverses directions, il y avait une vieille dame d’une naïveté déconcertante qui ignorait complètement qu’elle mangeait à la même table que des “terroristes”. Il y avait des Allemands qui parlaient très peu le français, et d’autres qui ne voulaient pas bavarder avec elle.

À moi seul, elle a fait des confidences. Elle m’a avoué qu’elle était juive, avait un fils médecin à Lyon, à qui on avait interdit l’exercice de la médecine, en tant que juif, « alors qu’il était si bon et si dévoué », elle attendait l’expression de ma compassion pour une telle injustice ! Je ne pouvais pas lui révéler “mon cas” assez ressemblant, car les confidences ne faisaient pas partie de notre répertoire. J’ai appris par d’autres qu’elle était la belle-mère du colonel Berthier (J.P. Vernant), chef militaire de la Résistance de la Haute-Garonne. Il y avait

également une jeune fille allemande, dont le père est devenu ministre en Allemagne de l'Est, après la fin de la guerre.

Je ne respecte pas ici l'ordre chronologique, mais je dois raconter l'histoire d'un autre "invité" de la maison de Pechbonnieu. Un des fils peintres, Tihamer Wägh-Weiman (Tim), membre des F.T.P., avait été reconnu par la police, alors qu'il circulait avec d'autres dans une "traction avant". Sa photo se trouvait dans la poche de tous les policiers (heureusement, nous avons également des indicateurs dans la police). Il devait donc disparaître pour quelques temps et j'étais chargé de le conduire à Pechbonnieu.

Nous avons rendez-vous devant l'église des Minimes, où je vis arriver un garçon aux cheveux couleur d'ébène, alors que mon ami Tim était un beau blond... Nous avons rejoint la maison refuge, d'où je devais rentrer avant le couvre-feu (21^h). Un épouvantable orage m'a empêché de repartir et nous avons passé la nuit dans le seul lit disponible, accrochés chacun à un bord, pour ne pas tomber au milieu !

Quelques jours plus tard, Madame Robène téléphona à Olga, pour la prier de me dire d'aller « voir Jean qui était malade ». Mais Olga, habituée au langage particulier de la Résistance, selon lequel « être malade » signifiait "être arrêté", lui a répondu que « Gérard ne pouvait pas y aller si Jean était malade ». Enfin, j'ai décidé d'aller quand même à Pechbonnieu, mais de ne me rendre dans la maison, qu'après une "enquête" dans le village.

Jean (Tim) était vraiment malade, il avait mangé trop de prunes vertes ! Il avait 39° de fièvre et la diarrhée. Madame Robène, dans tous ses états, me demanda : « Mais comment dit-on dans votre foutu langage quand quelqu'un est vraiment malade ? » J'ai avoué qu'à ma connaissance le cas n'avait pas été prévu. Les gens du village ne pouvaient pas ignorer le va-et-vient qui se déroulait dans cette maison. De nouvelles têtes apparaissaient puis disparaissaient sans cesse, pour être remplacées par d'autres... Le Maire, même, avait délivré maintes "vraies fausses" cartes d'identité, pour des gars soit-disant "prisonniers évadés"... Le boulanger nourrissait la maison de bon pain (sans ticket), et le seul "collabo" du village, un noble qui habitait dans un petit château, avait été averti que si quelqu'un avait des ennuis avec la police, à cause de ses activités dans la Résistance, il serait "descendu" sans pitié. Rien de semblable ne s'est produit à Pechbonnieu jusqu'à la Libération. C'est tout à l'honneur de la France, que des localités de ce genre aient existé dans le pays.

Malgré l'appartenance à un groupe de Résistance, l'isolement n'était pas possible dans ce grand village qu'était Toulouse à cette époque. Ainsi, par l'intermédiaire d'un homonyme, Arthur Epstein, étudiant en médecine à l'époque (plus tard chirurgien à Haïfa), j'ai parfois été appelé au chevet d'enfants malades hébergés par Madame Gisèle (Roman). Ces enfants, orphelins juifs, avaient été recueillis par une organisation et devaient être acheminés vers la Palestine à travers l'Espagne.

Une fracture, une appendicite ont été prises en charge par le docteur Baudet Albert, à la clinique St Michel, très compréhensif à l'égard de ces enfants, dont la situation très particulière ne l'a pas laissé indifférent.

La Résistance m'a donné l'occasion de faire la connaissance de Gérard – même nom de guerre que moi –, un Allemand anti-fasciste de longue date, ancien pensionnaire du camp de Vernet. Il se serait échappé du camp en sortant par la grande porte, salué par les gardiens, après avoir subtilisé une veste de cuir et un brassard comme en portaient les gardes. Par lui, j'ai fait la connaissance de madame Clara Malraux, déjà séparée de son mari, qui séjournait parfois à Pechbonnieu. Il était passionnant de l'écouter raconter les faits et gestes de sa fille Florence, adolescente à cette époque, et ceux de son ex-mari. Dans un recueil de nouvelles paru après la Libération, elle parle de la “patronne” de la maison qui servait de refuge à tant de “sans patrie” et d'illégaux.

Je ne devais pas non plus complètement oublier mon futur métier. Je me suis décidé à aller trouver le professeur Sorel à l'Hôtel Dieu, pour lui demander la permission de fréquenter son service de pédiatrie, car c'était vers cette spécialité que je m'orientais. Après une courte hésitation, il m'y a autorisé et le matin, en arrivant dans le service, il ne manquait pas de me serrer la main. Nous étions en octobre 43, et le fait d'autoriser un médecin juif à fréquenter son service, pouvait lui servir plus tard de “faire-valoir”...

Lors de notre dernier séjour à Pechbonnieu, c'est-à-dire en juin 44, nous avons appris que tout près de la maison, sous une colline, avaient lieu de grands travaux. On creusait manifestement un souterrain sous la colline. Le chef de chantier venait chez Mme Robène chercher la soupe pour ses hommes. Nous avons fait sa connaissance, et à nos questions “naïves” sur la nature de ces travaux, il nous a avoué construire le futur Q.G. des troupes allemandes, nécessaire en cas d'hostilités dans la région. Un dimanche où le chantier était vide, il nous y conduisit et nous avons eu le “privilège” de tout visiter, de recevoir toutes les explications sur l'aération, les issues, etc.

De retour à la maison, j'ai dessiné un plan, restitué par ma mémoire défaillante, que j'ai transmis dès le lendemain aux collaborateurs du colonel Berthier. Nous attendions le bombardement du chantier par les forces Alliées, mais ce ne fut pas nécessaire, car Toulouse fut abandonnée par les Allemands, sans autre combat que quelques accrochages avec les maquis et les résistants qui les ont harcelés dans les localités qu'ils traversaient au cours de leur retraite.

Je dois remarquer que le chef de chantier en question, qui dut avoir quelques ennuis dans sa Lorraine natale (à Toul) après la Libération, nous a demandé une attestation, affirmant qu'il avait été conscient de faire visiter son “chantier” à des résistants. Après l'arrestation de mes deux camarades le 13 mai 1944, derrière la cathédrale St-Étienne, je suis resté sans “contacts” durant une dizaine de jours. Enfin, par l'intermédiaire de X, j'ai eu un rendez-vous avec le chef du groupe hongrois, Király (A. Sebes, futur ministre en Hongrie), dans un

cimetière de Toulouse. Nous sommes tombés dans les bras l'un de l'autre, très émus, car connaissant le rendez-vous du 13 mai, il était persuadé que nous avions été arrêtés tous les trois. Lui-même, enfermé dans un appartement, a attendu la nuit pour se sauver en sautant par la fenêtre du premier étage. Dorénavant, je lui servis d'intermédiaire pour toute liaison, car parlant mal le français, il agissait par l'intermédiaire de l'un d'entre nous.

À la fin du mois de juin, nous avons rejoint notre domicile toulousain, car nos amis arrêtés n'avaient manifestement pas parlé. Il était plus facile de maintenir les contacts avec le réseau résidant sur place. Un jour, vers la mi-juillet, à la piscine TOEC, j'ai rencontré Thomas Bauer, qui manifesta des craintes en ce qui concerne la sécurité de leur organisation (A.J., plus tard Organisation Juive de Combat), car une jeune fille faisant partie de leur organisation, arrêtée par la Milice, avait été libérée et se promenait en ville. Je lui ai expliqué que selon les lois de la lutte clandestine, toute réunion dont la personne arrêtée pouvait être au courant, devait être annulée et le matériel de propagande, ou autre, déménagé. Il m'a répondu qu'il le savait, mais que les autres membres n'étaient pas du même avis.

Le jour de leur réunion, dont j'étais ainsi au courant, Sarah Fiksman et son ami Raoul sont venus chez moi, le matin vers 9 heures, 11 rue Riguepels (place St-Étienne), avant de se rendre au rendez-vous de la rue de la Pomme. Je connaissais Sarah Fiksman depuis un ou deux mois et elle m'a présenté Raoul Léonce ce matin-là. Prenant un petit déjeuner, nous avons bavardé. Sarah nous a raconté son rêve de la nuit précédente, où elle perdait ses dents. Elle était superstitieuse et elle voyait en ce rêve un mauvais présage. Toutefois je lui répétai ce que j'avais dit à Th. Bauer, et elle m'a répondu que « si on craignait tout, on ne ferait jamais rien ».

Malgré la sympathie qu'elle inspirait, son caractère exalté, qui faisait penser aux révolutionnaires russes romantiques du début du siècle, m'inquiétait. Ils m'ont également raconté que la veille au soir, ils avaient dîné dans un restaurant à Revel et que Raoul avait sorti son revolver et l'avait posé sur la table. Je n'ai pas caché ma réprobation devant ce geste de provocation, style "western".

Vers 11^h30, Raoul Léonce arriva chez moi, pâle et choqué, blessé à la jambe par une balle qui lui avait traversé le mollet en séton. Je l'ai réconforté, soigné durant 48 heures et c'est lui-même qui m'a raconté comment les événements s'étaient déroulés.

À leur arrivée dans l'appartement qui leur servait de lieu de rencontre, la Milice les attendait à l'intérieur. Th. Bauer était déjà là, lui aussi. Les bras en l'air contre le mur, ils attendaient d'autres personnes. Un des miliciens était parti chercher du renfort. Raoul, apercevant une bouteille vide par terre, la ramassa et essaya d'en frapper le milicien. Il s'ensuivit une bagarre, au cours de laquelle le milicien, ne pouvant tirer sur Raoul, tira sur Sarah, qui, touchée par une balle au cœur, s'écroula, morte. Raoul cria à Bauer : « Tomi, prends les documents et fous

le camp ! ». Thomas Bauer et lui-même se précipitèrent dans la cage d’escalier, le milicien derrière eux, tirant dans leur direction, blessant Bauer dans la région lombaire et Raoul à la jambe.

Bauer est tombé. Transporté à l’Hôtel Dieu, il est mort après avoir été opéré. Quant à Raoul Léonce, il a réussi à s’échapper, et courant dans la rue, a pu arriver jusqu’à mon domicile, pas très loin de là, sachant que j’étais médecin (mais n’exerçant pas à cette époque). Deux jours plus tard, il fut transporté (plutôt accompagné) par un des frères Lévy à l’infirmerie de la Résistance, aux bons soins du professeur Guilhem.

Les drames se succédèrent et nous sentions que le filet se resserrait sur nous, lentement mais sûrement. De tous côtés les arrestations, suivies d’enquêtes ou de tortures, pouvaient mener à chacun de nous. Même appartenant à des organisations différentes, des liens amicaux existaient entre nous. La démonstration la plus vivante était la maison bénie de Mme Robène à Pechbonnieu, où cette femme admirable a accepté de recevoir et a fait vivre ensemble des gens d’origines, et de conceptions politiques très différentes (mais tous anti-nazis), dans une entente parfaite, s’entraidant, accomplissant des travaux ménagers selon leur force ou compétence (couper du bois, faire de l’épluchage, régler ou réparer la TSF, etc). Je ne sais si elle a obtenu une reconnaissance officielle pour le rôle qu’elle a joué. Pour ma part, j’ai fait une attestation élogieuse dans ce sens.

Heureusement, la Libération est survenue le 19 août, ressentie par tous comme une délivrance. Des groupes de “résistants”, brusquement multipliés par dix, parcouraient la ville, triomphants...

La guerre n’était pas finie, mais ceci est une autre histoire.